

Influx

Le mag

LE MAGAZINE DU MEDEF

ARTOIS | CÔTE D'OPALE | DOUAISIS
FLANDRE AUDOMAROIS | LILLE
MÉTROPOLE | SAMBRE AVESNOIS

P.03 ÉDITO

Thierry Payen,
*Anticiper l'évidence
et apprivoiser l'inconnu !*

P.10 DÉCRYPTAGE

Camel Sekkai,
*Pilote de l'AMRAE
Hauts-de-France
et risk manager du
Groupe Petit Forestier*

P.15 INSPIRATIONS

*Risques maîtrisés,
croissance assurée !*

**La gestion
des risques
n'est plus une option, c'est
une nécessité !**

P.6

IRD

**POUR
LE SUCCÈS DE
L'ENTREPRENEUR.**

**POUR
LA RÉUSSITE
DU TERRITOIRE.**

Dans un monde qui a besoin d'audace et d'initiatives innovantes face aux défis économiques, sociétaux et environnementaux, l'IRD invente depuis 1956 les solutions en réponse aux entrepreneurs pour développer leur business.

En complément du monde bancaire, institutionnel ou politique, l'IRD milite pour un entrepreneuriat facilité et engagé, pour que puissent émerger et aboutir les projets porteurs de sens et d'avenir.

L'IRD s'appuie sur l'expertise de plus de 50 collaborateurs aux compétences et aux valeurs reconnues, pour accompagner les transformations économiques, sociétales et environnementales de nos entreprises et de nos territoires.

NOS MÉTIERS



**IRD
INVEST**

Capital investissement



**IRD
IMO
IMO**

Immobilier d'entreprises



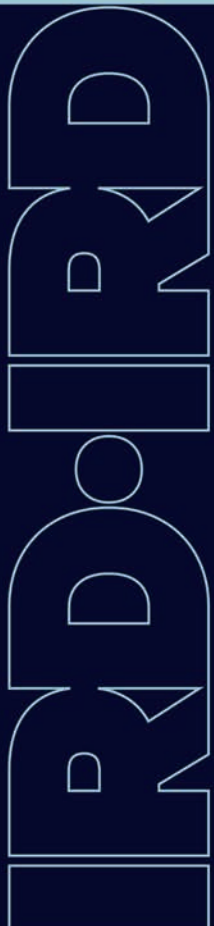
IRD M&A

Fusions-acquisitions



IRD SOLUTIONS

Conseil stratégique
et démarche RSE



04. EN BRÈVES.

- 04•** Choisissez l'ADREE et soutenez les actions École-Entreprise !
- 05•** Cité de l'IA Summit Lille : l'événement sur l'Intelligence Artificielle en Hauts-de-France

06. L'INVITÉ.

Geoffroy Roux de Bézieux, entrepreneur, investisseur et Président d'honneur du MEDEF

10. DÉCRYPTAGE.

Camel Sekkai, pilote de l'AMRAE Hauts-de-France et risk manager du Groupe Petit Forestier

15. INSPIRATIONS.

- 16•** Laboratoires Anios / Ecolab
Éteindre tout risque, garantir la sécurité
- 20•** SBE (Cordon Group)
L'entreprise sauvée des eaux...
- 22•** Getlink Group / Eurotunnel
L'effet Brexit, really ?

25. PAROLE DE MANDATAIRE.

Gilles Leclerc, Administrateur à l'AGS
- La Garantie des Salaires

27. PAROLE D'EXPERT.

Adrien Fatibene, Directeur des opérations (Interim) du Campus Cyber Hauts-de-France Lille Métropole

28. PORTRAIT.

Général Bruno Gardy, faits d'armes

30. ILS NOUS ONT REJOINTS

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Arnaud LEFORT /
RÉDACTEURS EN CHEF : Arnaud COUSIN et
Marion SIGIER / **RÉDACTION ET COORDINATION** :
Anne DIRADOURIAN et Sonia CHAYBOUTI /
MAQUETTE ORIGINALE : Cithéa. / **CONCEPTION**
GRAPHIQUE, RÉALISATION, MISE EN PAGE ET
RÉGIE PUBLICITAIRE : Cithéa.

178, quai Louis Blériot. 75016 Paris - 01 53 92 09 00 -
contact@citheo.com - www.citheo.com /

PUBLICITÉ : Vous souhaitez figurer dans la prochaine édition ?
Cithéa. - Votre contact communication : Solenne DIRRIG -
01 53 92 09 00 / **IMPRESSION** : Imprimerie Jean-Bernard /
DÉPÔT LÉGAL : 2^e trimestre 2025

Le journal n'est en aucun cas responsable des photos, des textes et illustrations qui lui sont adressés. La société Cithéa ne saurait être tenue responsable pour toute erreur ou omission dans les textes et illustrations du journal. Les informations contenues dans cet ouvrage sont données à titre indicatif et ne sauraient engager la responsabilité de Cithéa. Cithéa remercie toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de cet ouvrage, sans qui il n'aurait pu voir le jour.

ANTICIPER L'ÉVIDENCE ET APPRIVOISER L'INCONNU !

Le risque est à la fois une donnée incontournable et une variable évolutive dans la vie de toute entreprise. Dès lors, comment transférer la gestion du risque en opportunité de croissance et de développement ? Qu'on le souhaite ou non, le risque fait partie du quotidien de l'entreprise et de son dirigeant. Certains de ces risques sont intégrés et identifiés, c'est le cas par exemple des crises financières, des cyberattaques, des catastrophes naturelles, des responsabilités professionnelles. Mais d'autres menaces, moins évidentes, comme les pandémies, les tensions géopolitiques soudaines ou encore l'explosion de l'intelligence artificielle peuvent nous rappeler en un instant combien nous pouvons être vulnérables. Alors, comment bâtir une stratégie qui allie la sécurisation, le développement et l'innovation ? La clé réside dans l'anticipation bien sûr et également dans l'adaptabilité. Trop souvent, nous gérons les risques au même titre que les urgences : en action plutôt qu'en prévention, en colmatant plutôt qu'en repensant. Et si nous changions de paradigme en regardant plutôt le risque comme un catalyseur d'évolution. La résilience s'identifie dans la veille, la formation des équipes.



THIERRY PAYEN,
PRÉSIDENT DU MEDEF
FLANDRE AUDOMAROIS

Apprenons à penser différemment, à imaginer des scénarios improbables, à identifier ces signaux faibles. Les entreprises de demain ne seront plus celles qui protègent mais celles qui apprennent à rebondir. Le MEDEF joue un rôle actif dans la gestion des risques émergents en sensibilisant les entreprises, en favorisant la coopération internationale et en promouvant des approches innovantes pour anticiper et atténuer ces risques. Dans nos stratégies d'aujourd'hui, explorons ces transformations de risques en atouts. Car la seule certitude que nous avons, c'est l'incertitude. Ouvrons nos champs des possibles...

« La seule certitude que nous avons,
c'est l'incertitude !
Ouvrons nos champs des possibles... »

D'UNE BAISSE DES CHARGES AU NATIONAL À UNE HAUSSE DES TAXES LOCALES !

Le lundi 4 mars, les MEDEF Hauts-de-France et Lille Métropole ont tenu une conférence de presse commune pour alerter sur l'augmentation préoccupante des taxes locales.

Selon le baromètre de la fiscalité locale du MEDEF, la suppression partielle de la CVAE, censée alléger les charges des entreprises, pourrait être entièrement neutralisée, dans les quatre à cinq prochaines années, par la hausse des fiscalités locales.

Taxe foncière sur les propriétés bâties, cotisation foncière des entreprises, taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères : tous ces impôts ont enregistré des hausses comprises entre 13 et 22 % entre 2021 et 2023. Et la tendance pourrait s'aggraver avec la mise en place d'un versement mobilité additionnel et régional de 0,2 % destiné à financer les grandes infrastructures. Une mesure qui, fort heureusement, n'est pas à l'ordre du jour dans les Hauts-de-France.

« Les entreprises, et donc l'emploi, seraient les premières victimes de cette nouvelle taxe ! » ont alerté les représentants du MEDEF.



Philippe Lorban, Président du MEDEF Hauts-de-France et Yann Orpin, Président du MEDEF Lille Métropole



Découvrez
le communiqué
de presse

CHOISISSEZ L'ADREE ET SOUTENEZ LES ACTIONS ÉCOLE-ENTREPRISE !

L'ADREE (Association pour le Développement des Relations École-Entreprise) est l'outil de collecte de la taxe d'apprentissage créé par le MEDEF pour renforcer les relations entre l'éducation et le monde professionnel. Son action favorise le maillage et le dialogue entre l'école et l'entreprise, de l'enseignement secondaire au supérieur, tout en promouvant l'accessibilité et la valorisation de l'apprentissage, l'insertion professionnelle et l'inclusion, ainsi que la mise en lumière des métiers.

L'ADREE en chiffres :



Dans les Hauts-de-France, l'ADREE finance des projets phares comme :

- Le concours des Pépites de l'Alternance, qui récompense l'engagement des entreprises en faveur de l'alternance.
- La Semaine École-Entreprise, un événement clé permettant aux jeunes de rencontrer des professionnels, d'écouter des témoignages inspirants et de découvrir divers métiers.

En choisissant de verser votre taxe d'apprentissage à l'ADREE, vous investissez dans l'avenir des jeunes et le dynamisme de votre secteur. Faites le choix d'un engagement concret et porteur de sens !



En savoir plus
asso-adree.fr

CITÉ DE L'IA SUMMIT LILLE: L'ÉVÉNEMENT SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN HAUTS-DE-FRANCE

1^{ER} JUILLET 2025 CITÉ DES ÉCHANGES - 8H30 > 18H00



Le 1^{er} juillet 2025, la Cité de l'IA* et le MEDEF Lille Métropole organisent l'IA Summit Lille, un rendez-vous clé pour décrypter les enjeux de l'Intelligence Artificielle et de la data. Ce sommet attend plus de 1 000 décideurs et experts autour de conférences, retours d'expérience et analyses stratégiques. Un événement pensé pour accélérer la compréhension, l'adoption et l'impact de l'IA dans nos entreprises et territoires !

*À propos de LA CITÉ DE L'IA

La Cité de l'IA est une initiative majeure des Hauts-de-France dédiée à la sensibilisation, à l'accompagnement et à l'accélération de l'adoption de l'intelligence artificielle dans les entreprises et les organisations du territoire.

À travers des conférences, formations, diagnostics et expérimentations, la Cité de l'IA accompagne les entreprises dans leur transformation, en mettant l'intelligence artificielle au service de la performance et de la compétitivité.

www.iahdf.org

Inscrivez-vous
dès maintenant



LE CAPITAL-INVESTISSEMENT : MOTEUR DE CRÉATION DE VALEUR POUR LES ENTREPRISES

Dans la 10^e édition de l'étude sur la création de valeur menée par France Invest et EY, 441 PME et ETI accompagnées par des fonds d'investissement ont été analysées. Leur valeur financière a été multipliée par 2.9x pendant la présence des fonds et la croissance des résultats apparaît comme le principal levier de la création de valeur (68 % de la création de valeur totale, dont 35 % pour la croissance organique, 23 % pour les opérations de croissances externes et 10 % pour l'amélioration des marges). Les effectifs ont progressé de 8 % par an dans les entreprises de l'échantillon (près de 83 000 emplois supplémentaires). Sur le plan des investissements, 96 % des entreprises concernées ont augmenté ou poursuivi leurs efforts d'investissements. Ceci est encore plus marqué pour la R&D: l'étude ne compte aucun cas de baisse des dépenses. Enfin, la structure financière de ces entreprises s'améliore avec un ratio d'endettement en baisse.



Le communiqué
de presse



L'étude



Contacts :

EY Lille : Mathieu Jaud de la Jousnelinière,
mathieu.jaud.de.la.jousneliniere@fr.ey.com ;
Pierre-Guillaume Fayet, Pierre.Guillaume.Fayet@fr.ey.com
France Invest : Anne-Cécile Guitton, Déléguée régionale

À PROPOS DE Geoffroy Roux de Bézieux

- **Formation :** Diplômé de l'ESSEC (1984) et titulaire d'un master en affaires internationales de l'université Paris-Dauphine.
- **Carrière :** Débute chez L'Oréal en 1986, cofonde The Phone House en 1996, et crée Omea Telecom en 2004, revendue en 2014.
- **Engagement patronal :** Président de CroissancePlus (2005-2008), de l'Unédic (2008), et du MEDEF (2018-2023). Président de l'Alliance des patronats francophones depuis 2022.
- **Autres mandats :** Président de Notus Technologies, une holding familiale investissant dans diverses PME et start-up; administrateur de Saint-Gobain et Bureau Veritas; membre du comité d'organisation des Jeux Olympiques de Paris 2024.
- **Publications :** Auteur de plusieurs ouvrages, dont « *Salauds de patrons!* » (2007) et « *L'intendance suivra!* » (2021).

« Le sujet de la sécurité économique doit être une priorité pour les dirigeants de nos entreprises. »

GEOFFROY ROUX DE BÉZIEUX

ENTREPRENEUR, INVESTISSEUR ET PRÉSIDENT D'HONNEUR DU MEDEF

Quel était l'objectif du rapport sur la sécurité économique des entreprises que vous avez remis à Emmanuel Macron en juillet 2024 ?

La mission qui m'a été confiée par le Président Macron consistait à faire un point sur la sécurité économique des entreprises, en se concentrant sur les menaces d'ingérence étrangère, dans un environnement international concurrentiel et incertain. Pour rappel, la sécurité économique vise à protéger les actifs stratégiques, telles que les technologies de pointe, contre les fuites de données sensibles notamment. Plusieurs rapports avaient déjà été réalisés par des organismes de contrôle et des services de renseignement, mais aucun ne provenait du monde entrepreneurial. Pour pouvoir établir ce rapport, j'ai interrogé 180 dirigeants, principalement issus du CAC 40 ainsi que des ETI, start-up, entreprises de la French Tech et services de renseignement sur l'ensemble du territoire national.

Quelles sont, d'après vos travaux, les principales menaces auxquelles les entreprises françaises doivent faire face ? D'où viennent-elles et y a-t-il des entreprises plus vulnérables que d'autres ?

Vous comprendrez que, pour des raisons de confidentialité, je ne peux pas vous répondre précisément sur l'origine de ces menaces. La France, comme d'autres pays, est confrontée à des tentatives d'espionnage industriel et de prédation technologique de la part de puissances étrangères. Ces actions peuvent compromettre les innovations et les avantages concurrentiels de nos entreprises. Les principales menaces identifiées concernent l'espionnage industriel et la prédation technologique opérés par des puissances étrangères. C'est le cas par exemple de cet ingénieur qui, lors d'un contrôle douanier à l'aéroport, se voit confisquer sa clé USB pendant quelques heures...

Missionné par le Président de la République, Geoffroy Roux de Bézieux a remis en 2024 un rapport sur la sécurité économique, mettant en lumière la « prédation technologique » orchestrée par certaines puissances étrangères en France. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, l'ancien Président du MEDEF souligne l'importance cruciale de la sécurité économique pour les dirigeants français.

Les données sensibles, souvent stockées sur le cloud, sont particulièrement vulnérables. Il est donc crucial de les protéger. On pourrait penser que seules les entreprises des secteurs de la défense, de l'énergie ou du nucléaire, soient des cibles potentielles mais en réalité, dès qu'une entreprise développe une technologie qui porte un secret de fabrication, elle est susceptible d'avoir des données intéressantes et donc potentiellement convoitées. Les menaces peuvent également provenir de l'utilisation abusive du droit à l'échelle internationale, comme l'illustre l'affaire Alstom, où des accusations de corruption ont été portées par les autorités américaines. Les entreprises doivent se conformer aux lois de leur pays d'origine et à celles des pays où elles opèrent. Enfin, d'autres menaces doivent également être considérées, telles que les tentatives de débauchage de salariés ou de jeunes retraités pour obtenir des informations, ainsi que les risques liés à la réputation et aux investissements étrangers. Certains investisseurs étrangers cherchent, en s'implantant en France, à capter des technologies plutôt qu'à générer des profits.

Le chiffre

En 2023, près de

1000

menaces étrangères ont été détectées et traitées sur des actifs stratégiques de l'économie française, soit un triplement en trois ans, selon le Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (Sisse).

**Les chefs d'entreprise sont-ils suffisamment conscients des enjeux liés à la sécurité économique de leur entreprise ?
Comment les accompagner pour mieux comprendre ces risques et s'en protéger ?**

Nous sortons d'une période de mondialisation heureuse où le risque géopolitique était moins marqué. « *La géopolitique est revenue en force dans notre conseil d'administration!* », m'a confié récemment un membre d'un comité exécutif. Les chefs d'entreprise prennent de plus en plus conscience de ces enjeux. Cependant, il est crucial de sensibiliser davantage les entreprises, en particulier les plus petites, aux risques liés à la sécurité économique. Le but de ma mission est d'éveiller le niveau de conscience dans les entreprises et notamment dans les plus petites. Une entreprise du bâtiment qui travaille essentiellement en local n'est a priori pas concernée. En revanche, les sous-traitants de l'aéronautique ou de l'automobile par exemple, peuvent être sujets à des vols de données destinées à être transmises à des concurrents.

**Connaissez-vous
« Ma carto des risques » ?**

Développée par l'AMRAE (Association pour le Management des Risques et des Assurances de l'Entreprise) et le MEDEF, macartodesrisques.fr est une plateforme gratuite dédiée aux PME et ETI. Elle permet de réaliser un autodiagnostic et une cartographie des risques de l'entreprise en quelques clics. Cet outil simple aide à évaluer le niveau de maîtrise des risques, à identifier les menaces potentielles et à prioriser les actions pour les réduire. Il facilite ainsi la prise de décisions éclairées en matière de gestion des risques.

« Le sujet de la sécurité économique est encore trop souvent vécu comme un sujet annexe. »

Mais pour connaître son niveau de risque, chaque entreprise doit être en mesure de savoir si elle détient ou non des technologies potentiellement sensibles. On estime aujourd'hui que plusieurs centaines d'entreprises sont accompagnées par les services de renseignement et que plusieurs milliers d'autres détiennent de la technologie sensible. Il y a donc urgence à agir!

La sécurité économique n'est-elle qu'un enjeu de souveraineté nationale ou peut-elle / doit-elle être traitée au niveau européen ?

Protéger les intérêts économiques nationaux est essentiel pour maintenir la souveraineté de la France. La sécurité économique est un enjeu de souveraineté nationale mais elle doit également être abordée au niveau européen. Les pays européens sont aussi victimes et acteurs de cette sécurité économique, et une stratégie commune pourrait être bénéfique, bien que des intérêts concurrents existent inévitablement sur certains projets.

Quel message souhaitez-vous faire passer auprès des dirigeants qui vous liront ?

Le sujet de la sécurité économique est encore trop souvent vécu comme un sujet annexe, notamment dans les petites entreprises où le dirigeant se préoccupe en priorité de son chiffre d'affaires, de sa rentabilité et des contraintes diverses imposées par la réglementation. En matière de sécurité économique, l'absence d'obligations et de régulation peut faire, à tort, passer ce sujet pour non prioritaire. Le message à diffuser auprès des dirigeants est clair : la sécurité économique doit être une priorité ! Ils doivent identifier les données de leur entreprise qui sont à protéger et utiliser des outils comme le diagnostic économique mis en place par le MEDEF et l'AMRAE pour évaluer leurs risques.

« La France, comme d'autres pays, est confrontée à des tentatives d'espionnage industriel et de prédation technologique de la part de puissances étrangères. »

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE



**Je veux créer
ou reprendre
une entreprise**

→ **entreprises.lillemetropole.fr**

Tous nos services pour accompagner votre entreprise, en un clic !



Connectez-vous



CAMEL SEKKAI,

**PILOTE DE L'AMRAE HAUTS-DE-FRANCE
ET RISK MANAGER
DU GROUPE PETIT FORESTIER**



**« REPENSER LA GESTION
DES RISQUES COMME
UN LEVIER DE PERFORMANCE
ET DE RÉSILIENCE »**

La gestion des risques est devenue une compétence essentielle pour toute entreprise souhaitant maintenir sa compétitivité et assurer sa pérennité. Bien plus qu'une simple fonction, le risk management est une démarche proactive qui permet aux dirigeants de tenir la barre dans des environnements complexes et imprévisibles. L'AMRAE Hauts-de-France joue un rôle crucial dans cette dynamique en rassemblant les acteurs locaux autour de la gestion des risques.

La méconnaissance des risques demeure un point faible, et malheureusement de nombreuses entreprises disparaissent faute d'anticipation suffisante.

Qu'est-ce que le risk management et quels sont ses enjeux actuels ?

Le risk management est une approche méthodologique visant à gérer les risques au sein d'une entreprise. Il s'agit de la capacité à identifier, anticiper et gérer ces risques, y compris les actions de remédiation et la gestion de crise. Le risk manager joue un rôle central en coordonnant les différents services de l'entreprise pour atténuer les risques et éclairer les dirigeants sur les dangers potentiels. Cette fonction, née aux États-Unis dans les années 1950, a gagné en importance en France ces dernières années, bien qu'elle reste marginale dans les TPE/PME. La méconnaissance des risques demeure un point faible, et malheureusement de nombreuses entreprises disparaissent faute d'anticipation suffisante.

Quels sont aujourd'hui les principaux risques auxquels les entreprises doivent faire face ?

Aujourd'hui, les risques auxquels les entreprises sont confrontées sont plus diversifiés que jamais. Des cyberattaques aux bouleversements géopolitiques, en passant par les défis environnementaux et les turbulences économiques, chaque menace nécessite une vigilance accrue. Intégrer tous ces aspects dans les processus de gestion des risques devient un enjeu crucial pour sécuriser le développement et renforcer la résilience des entreprises. Les cyberattaques sont particulièrement préoccupantes : toute entreprise française sera un jour victime d'une cyberattaque, de plus ou moins grande intensité.

Les risques géopolitiques et économiques, notamment le climat assurantiel aux États-Unis, ajoutent à cette instabilité. Le risque environnemental, qui commence à être régulé notamment grâce à la directive européenne CSRD, et le risque réputationnel, capable de détruire une entreprise en quelques heures, sont également cruciaux.

Pourquoi les entreprises ont-elles tout intérêt à engager une démarche de gestion des risques ?

Entamer une démarche de gestion des risques permet aux entreprises de mieux comprendre leurs vulnérabilités et d'anticiper les incidents. Cela implique de se poser régulièrement des questions essentielles sur les risques qui menacent la pérennité de l'entreprise et d'identifier des solutions alternatives en temps de paix, pour être prêt à déployer des solutions, en cas de crise. Une ou deux fois par an, une entreprise devrait a minima se poser ces deux questions : quelle est ma raison d'être aujourd'hui ? Sera-t-elle toujours là dans un ou deux ans et quelles actions vais-je entreprendre pour assurer la pérennité de mon business ? Un risque peut être un changement de marché ou une rupture de chaîne d'approvisionnement et pas seulement un accident ou incendie. L'anticipation permet aux dirigeants de se concentrer sur les vrais enjeux en période de crise.



**À PROPOS DE
L'AMRAE**

L'Association pour le Management des Risques et des Assurances de l'Entreprise, rassemble les acteurs majeurs des lignes de maîtrise du risque (risk management, contrôle & audit interne, assurance & juridique). À travers ses comités scientifiques, publications, positions et son congrès de référence, elle œuvre pour l'excellence de la gestion des risques qui contribue à la sécurisation de la stratégie des entreprises et organise leur résilience.

► **Pour en savoir plus**

www.amrae.fr



« Les cyberattaques sont particulièrement préoccupantes : toute entreprise française sera un jour victime d'une cyberattaque, de plus ou moins grande intensité. »

Entamer une démarche de gestion des risques permet aux entreprises de mieux comprendre leurs vulnérabilités et d'anticiper les incidents.

Comment l'AMRAE Hauts-de-France accompagne-t-elle les entreprises et dirigeants de la région en ce sens ?

Antenne locale de l'AMRAE en région, l'AMRAE Hauts-de-France rassemble les acteurs locaux pour créer une communauté autour du risk management. Nous diffusons les meilleures pratiques, particulièrement auprès des ETI et des grands groupes internationaux, et nous relayons les informations et formations proposées par l'AMRAE au niveau national.

Chaque trimestre, nous organisons des événements en partenariat avec le MEDEF sur des thématiques variées comme les risques environnementaux, les tendances du marché de l'assurance ou encore les risques cyber. Notre mission est de sensibiliser les dirigeants à l'importance de la gestion des risques pour protéger l'entreprise et ses parties prenantes et transformer ainsi le risque en source de performance, de création de valeur et de durabilité. L'enjeu est de repenser la gestion des risques, non pas comme une contrainte, mais comme un levier de performance et de résilience. Car la capacité à anticiper et à s'adapter est plus que jamais la clé de la réussite !

En chiffres

Selon le Rapport Hiscox 2023*,

53 %

des entreprises

ont subi une cyberattaque, contre

48 %

en 2022.

Le coût moyen d'une cyberattaque pour les entreprises est de

14 720 €

Mais 1 entreprise sur 8 rapporte des coûts dépassant les

230 000 €

soulignant ainsi la gravité des cyberattaques les plus destructrices.

*Rapport Hiscox 2023



Les missions du risk manager

Au cœur de la stratégie de l'entreprise, le risk manager conseille la direction générale sur la meilleure manière de gérer les risques. Chargé d'identifier, d'analyser et d'évaluer les éventuels risques et dangers auxquels son entreprise ou ses clients pourraient être confrontés, il agit à la fois sur le plan opérationnel, financier et stratégique.

- Analyser, quantifier et anticiper les risques de l'entreprise
- Assurer une veille technique et financière
- Négocier avec les professionnels de l'assurance
- Surveiller l'évolution des marchés et des législations
- Élaborer des plans stratégiques et financiers
- Mettre en place les mesures nécessaires
- Communiquer les informations à la direction générale ou technique
- Assurer la sûreté juridique et financière.

➤ ÉCO-SANTÉ : UN MOUVEMENT INNOVANT POUR RELEVER LES DÉFIS DE DEMAIN

Premier acteur de santé en France, entreprise mutualiste à mission, Harmonie Mutuelle a lancé en novembre le mouvement de l'Éco-santé et s'engage ainsi à agir pour créer un environnement qui permet d'apporter des réponses collectives et durables aux défis de santé d'aujourd'hui.

Rencontre avec Véronique POTY,
Directrice régionale Hauts-de-France
chez Harmonie Mutuelle.



EN QUOI CONSISTE, EN QUELQUES MOTS, LE MOUVEMENT ÉCO-SANTÉ ?

L'Éco-santé a pour objectif d'agir et de créer, à notre échelle, un environnement qui permet d'apporter des réponses collectives, efficaces et durables aux défis de santé d'aujourd'hui. Certaines solutions sont déjà en place, d'autres en développement, et bien d'autres encore restent à inventer.

71% des habitants de la région Hauts-de-France sont ainsi favorables à faire des choix plus éco-responsables en matière de santé. Et cela ne peut se faire que collectivement. Parce que la santé nous concerne tous. Ce mouvement s'adresse à tous : entreprises, particuliers, partenaires, prestataires, mais aussi l'ensemble du grand public.

QUELLES SONT LES ÉTAPES POUR METTRE EN ŒUVRE CETTE AMBITION ?

Le mouvement Éco-santé repose sur trois leviers pour une santé durable : Agir plus tôt, plus vite, autrement.

"Agir plus tôt" consiste à lever les obstacles à la prise en main de sa santé. Par exemple, bien que les bienfaits de l'activité physique soient connus, 95% des Français restent insuffisamment actifs selon l'OMS.

Il ne s'agit pas de sport, mais de gestes quotidiens comme marcher ou jardiner.

"Agir plus vite", c'est faciliter l'accès aux soins et optimiser les parcours de santé. Enfin, "Agir autrement" implique de changer nos comportements en priorisant des solutions durables qui préservent notre écosystème.

COMMENT SES ORIENTATIONS SE TRADUISENT-ELLES CONCRÈTEMENT ?

Depuis 2021, Harmonie Mutuelle mène la collecte solidaire Harmonie Mutuelle Friday, une opération qui consiste à récupérer des lunettes usagées pour les reconditionner. Cette initiative vise à soutenir les filières solidaires de reconditionnement et à sensibiliser au recyclage des dispositifs médicaux. Elle reflète notre engagement à "Agir plus vite" pour faciliter l'accès aux équipements optiques pour les personnes en situation précaire et "Agir autrement" en intégrant une dimension éco-responsable, en donnant une seconde vie aux lunettes.

Parallèlement, nous nous engageons depuis toujours pour l'activité physique. En 2024, nous avons soutenu la Grande Cause Nationale "Bouge 30 min par jour" et participé à plus de 500 événements sportifs partout en France, comme les courses roses. Nous encourageons aussi les entreprises à adopter des programmes d'activité physique grâce à notre partenariat avec la FFSE (Fédération Française du Sport d'Entreprise). En parallèle, nous déployons des actions de prévention santé à destination du grand public et des entreprises, sur des thèmes variés tels que la santé mentale, l'alimentation, ou la qualité de vie au travail.

Ensemble vers l'Eco-santé !



Pour une logistique urbaine durable et partenariale en Région Hauts-de-France

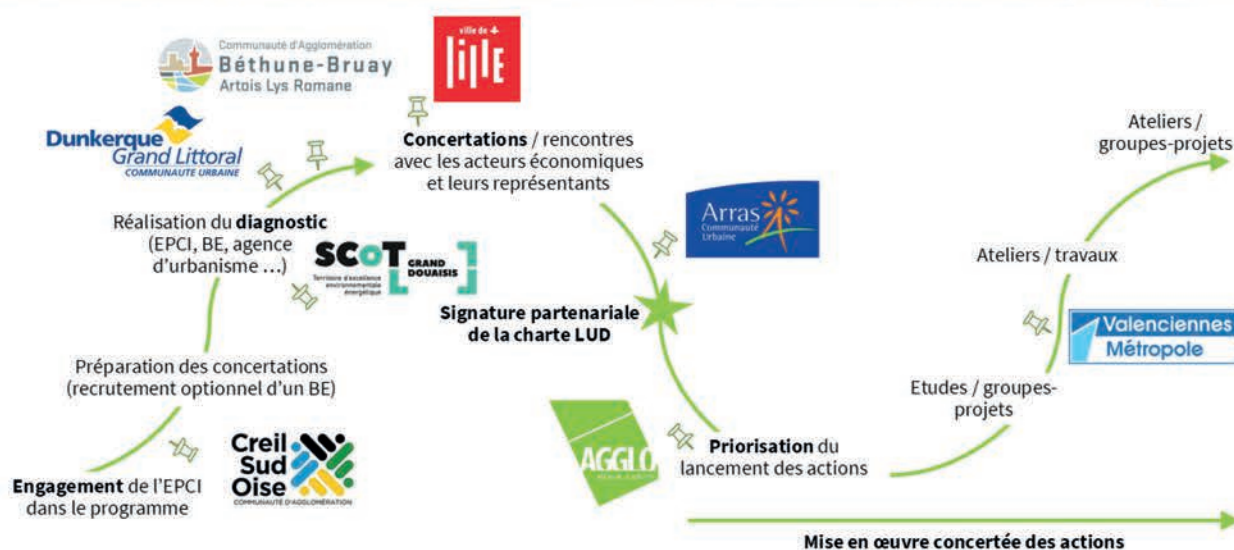
L'engagement des intercommunalités des Hauts-de-France dans le **Programme InTerLUD+** permet aux professionnels de leur territoire de se mobiliser pour faire remonter des enjeux, des clivages et des irritants. Il offre un **cadre de concertation**

pour mettre en avant des solutions et permettre l'émergence de projets concertés autour de la logistique urbaine. InTerLUD+ est porté par le Cerema, Logistic Low Carbon et ROZO et financé par les Certificats d'Economies d'Energie.

LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE COMPTE 9 COLLECTIVITÉS ENGAGÉES SUR 61 À L'ÉCHELLE NATIONALE :

- ✓ Communauté Urbaine de Dunkerque
- ✓ Ville de Lille
- ✓ Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole
- ✓ Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay Artois-Lys Romane (CABBALR) et le Syndicat Artois Mobilités
- ✓ Communauté d'agglomération de Hénin-Carvin
- ✓ SCoT du Grand Douaisis, 2 intercommunalités (la CA du Grand Douaisis et la CA Cœur d'Ostrevent)
- ✓ Communauté urbaine d'Arras
- ✓ Communauté d'Agglomération Creil Sud Oise

La démarche InTerLUD+ territoriale et concertée, avancées dans les Hauts-de-France au printemps 2025



QUELLE FORME PREND L'ENGAGEMENT DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ?

Participer à une démarche InTerLUD+ c'est :

- ✓ Réagir à un diagnostic, socle de connaissances sur la logistique urbaine locale
- ✓ Participer à des concertations sur des thématiques précises
- ✓ Se positionner et amender un plan d'action de « logistique urbaine durable »
- ✓ S'affirmer porteur d'une action ou faire part du comité de suivi d'une action

Dans quel but ?

Les acteurs professionnels et leurs représentants deviennent une **partie prenante** dans la construction et la mise en œuvre des politiques locales relatives au transport de marchandises en ville. D'ici fin 2026, le Programme InTerLUD+ prévoit accompagner et de co-financer 150 actions opérationnelles dans toute la France, dont une vingtaine en région Hauts-de-France (réglementation, foncier, avitaillement, etc.).

RISQUES MAÎTRISÉS, CROISSANCE ASSURÉE !

Au cœur de toute stratégie de croissance, la gestion des risques est devenue un pilier essentiel pour les entreprises qui aspirent à prospérer dans un monde incertain. Anticiper les risques et les intégrer dans une stratégie globale est désormais crucial pour assurer compétitivité et durabilité.

Les dirigeants d'aujourd'hui font face à une multitude de défis, des fluctuations des marchés financiers aux risques technologiques, en passant par les crises sanitaires et géopolitiques. Dans ce contexte, la capacité à anticiper et à gérer les risques n'est plus seulement un impératif, c'est un véritable levier de compétitivité et de durabilité.

La gestion des risques s'intègre pleinement dans la stratégie globale de l'entreprise. Les entreprises qui réussissent sont celles qui identifient les risques potentiels avant qu'ils ne deviennent des menaces tangibles et qui mettent en place des plans d'action proactifs pour les atténuer. Ainsi, dès l'annonce des résultats du référendum en faveur du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, Getlink Group / Eurotunnel a réfléchi à la mise en place d'infrastructures dédiées et de services numériques pour simplifier les nouvelles procédures liées au passage d'une frontière devenue extérieure à l'Union européenne.

Cependant, la gestion des risques ne se limite pas à la prévention.

Elle inclut également la résilience, c'est-à-dire la capacité à rebondir rapidement après une crise. SBE (Cordon Group), touchée à trois reprises par les inondations de novembre 2023 dans le Boulonnais, en est un exemple éloquent. En développant un plan de continuité et un scénario de reprise qui lui a permis de maintenir son activité, l'entreprise s'est relevée plus forte que jamais. L'intégration de technologies avancées, telles que l'intelligence artificielle et l'analyse de données, peut également fournir des outils précieux pour une gestion des risques plus précise et plus efficace.

La gestion des risques demande une vision claire, une planification rigoureuse et une exécution agile. Les entreprises qui intègrent cette dimension dans leur stratégie globale, comme c'est le cas des Laboratoires Anios / Ecolab, seront mieux armées pour affronter les risques quels qu'ils soient et saisir les opportunités qui se présentent. Dans ce contexte, la gestion des risques n'est plus une option, mais une nécessité pour assurer la compétitivité et la durabilité à long terme.

LABORATOIRES ANIOS / ECOLAB

ÉTEINDRE TOUT RISQUE, GARANTIR LA SÉCURITÉ

À Sainghin-en-Mélantois, à une dizaine de kilomètres de Lille, se trouve la plus grande usine healthcare au monde du groupe Ecolab, leader mondial de l'hygiène et de la désinfection professionnelle, et propriétaire des Laboratoires Anios depuis 2017. Classé Seveso « seuil haut », le site doit mettre en œuvre une politique de prévention des accidents majeurs, avec le risque incendie comme préoccupation principale.



« Le site de Sainghin-en-Mélantois a été conçu dès le départ pour répondre à toutes les exigences réglementaires. »

En 2006, l'unité de production historique d'Hellemmes a été transférée à Sainghin-en-Mélantois sur un site industriel plus moderne et plus performant. Classée Seveso « seuil haut » en raison du stockage de produits chimiques dangereux, l'usine a mis en place un dispositif rigoureux de prévention des risques et de sécurité destiné à prévenir tout accident. « Le site de Sainghin-en-Mélantois a été conçu dès le départ pour répondre à toutes les exigences réglementaires. De tout temps, la gestion du risque sécurité et environnement a été une préoccupation chez Anios : nous avons été pionniers et très proactifs sur ce sujet », assure Baptiste Wattiez, directeur depuis 2022 du site de Sainghin-en-Mélantois.

Sécuriser le stockage

et la circulation des matières premières.

Depuis l'incendie de l'usine Seveso Lubrizol à Rouen en 2019, tout site industriel sensible doit désormais disposer d'un système d'analyse de l'eau et de l'air pour effectuer des prélèvements à tout moment à la demande de la préfecture. Selon l'enquête, l'incendie aurait été causé par des conteneurs IBC : la réglementation post-Lubrizol impose donc une mise en conformité stricte des sites existants pour le 1^{er} janvier 2026. Le site d'Ecolab a ainsi remplacé tous les fusibles IBC en plastique par des fusibles métalliques et installé différentes citernes pour sécuriser le stockage des matières inflammables.

« *Auparavant, nous vidangions dans les conteneurs IBC. Désormais, pour que le produit reste à l'intérieur des cuves, nous avons installé 14 cuves tampon au-dessus des lignes de conditionnement, ce qui permet d'envoyer le produit directement dans les cuves tampon sans passer par les IBC* », explique Baptiste Wattiez. Au total, près de 10 millions d'euros ont été investis pour sécuriser le stockage et la circulation des matières premières sur le site.

Un plan d'exercice permet également d'activer une cellule de crise en cas d'incendie. « *Le risque incendie fait l'objet de différents scénarios régulièrement revus et testés avec les autorités. Des exercices sont ainsi réalisés plusieurs fois par an. Nous définissons un scénario d'incident majeur, comme un départ de feu dans une cellule de produit inflammable, et nous déroulons le scénario d'accident avec une fiche mission pour chaque personne. Le site de Sainghin-en-Mélantois est autonome en cas d'incendie, mais en cas de propagation, nous devons faire appel au SDIS pour un renfort complémentaire* », indique Sylvain Dewaele, responsable du service Hygiène-Sécurité-Environnement. D'ici 2026, des Plans Particuliers d'Intervention (PPI) pourront être déclenchés par la Préfecture sur les sites Seveso proches de zones d'habitation ou de grands axes routiers, comme c'est le cas d'Anios, situé en bordure de l'autoroute reliant Lille à Bruxelles.

Revoir les usages de l'eau.

Enfin, le changement climatique multiplie les risques pour les sites industriels. « *Avec l'intensification des épisodes de sécheresse, le Gouvernement a annoncé un objectif de réduction des consommations d'eau de 10% dans tous les secteurs d'ici 2030. Le groupe Ecolab a fixé cette exigence à -30% d'ici fin 2025* », souligne Baptiste Wattiez.

À PROPOS DES Laboratoires Anios

- 130 ans de savoir-faire dans l'hygiène
- Une PME familiale rachetée en 2017 par le groupe américain Ecolab : 45 000 collaborateurs, 120 usines et 19 centres de recherche dans le monde
- Plus de 300 salariés sur le site de production de Sainghin-en-Mélantois
- 40 000 tonnes / an
- 120 000 flacons / jour
- 28 lignes de conditionnement
- 23 cuves de fabrication
- 1 000 recettes disponibles
- Une usine éco gérée : ISO 14001, OHSAS 18001, conforme à la norme ATEX.

Sur le site lillois, diverses actions ont été mises en place pour tendre vers un système de gestion de l'eau plus sobre et résilient. « *Chaque semaine, nous réalisons un test incendie nécessitant de grandes quantités d'eau. Nous avons donc mis en place un système d'extinction automatique ainsi qu'un dispositif de récupération de l'eau, qui est ensuite réinjectée dans le système. Pour éviter l'évaporation des eaux de pluie, nous avons également installé des boules anti-évaporation dans toutes les réserves* », précise-t-il.

L'entreprise a également défini un programme d'optimisation des eaux de rinçage en fonction des différentes catégories de produits. Et de nouveaux investissements sont à l'étude pour réduire à très court terme l'empreinte énergétique des usages de l'eau et de toutes les consommations énergétiques sur l'ensemble du site.

Dispositifs médicaux : l'exigence MDR

Ecolab fabrique également des dispositifs médicaux tels que des laveurs et désinfecteurs d'endoscopes. « *Ces dispositifs sont soumis à une réglementation européenne rigoureuse et en constante évolution. Nos produits doivent satisfaire des exigences cliniques strictes dans la chaîne de soins* », explique Baptiste Wattiez. Pour se conformer à la réglementation MDR, entrée en vigueur en 2021 suite au scandale des prothèses mammaires survenu dix ans plus tôt, l'entreprise a renforcé ses procédures afin d'assurer un suivi approfondi et une surveillance rigoureuse des dispositifs médicaux produits. « *Depuis trois ans, nous transformons le site, produit par produit, pour répondre aux exigences MDR. Ce processus sera achevé d'ici 2028* », assure le directeur du site.

En chiffres

151

sites Seveso

dans les Hauts-de-France,
dont 88 « seuil haut »

1 300

en France

Près de

12 000

en Europe.

FORMATION
SENSIBILISATION & DIAGNOSTIC

ÉTUDES ET EXPÉRIMENTATIONS

RECHERCHE DE FINANCEMENT

ÉCOSYSTÈME EUROPÉEN

LE CITC est labellisé EDIH GreenPowerIT (European Digital Innovation Hub), guichet unique qui aide les entreprises et les organisations du secteur public à relever les défis numériques et à devenir plus compétitives.

EDIH GreenPowerIT se concentre sur l'IA, la cybersécurité et l'IoT.

Pack Digitalisation :

- Pré-diagnostic (DMA)
- Évaluation du projet
- Plan d'action



Pack IA :

- Diagnostic
- Parcours IA, du besoin à la mise en œuvre
- Veille et sourcing



Pack Cyber :

- Sensibilisation
- Diagnostic
- Audit
- Mise en relation



Programme de formation :

- Montée en compétences
Formez vos équipes en :
- IA
 - IoT
 - Cyber



Accompagnement en recherche de financements :

- Présentation des opportunités de financement
- Accompagnement



Mise en réseau :

- Accès à un réseau :
- D'acteurs
 - De partenaires
 - D'experts



En Hauts-de-France, l'EDIH GreenPowerIT est coordonné par le CITC et favorise le développement de solutions numériques à destination des PME et des administrations publiques en consortium avec 12 partenaires :

Partenaires :



Avec le CITC, la cybersécurité n'est pas une option

Face à une cybermenace qui s'accroît, la directive NIS 2 permet d'élever le niveau global de cybersécurité par l'application de nouvelles règles. Rencontre avec Chékib Gharbi, directeur général de CITC (Centre d'Innovation des Technologies sans Contact) et du CSIRT (Centre de réponse aux Incidents Cyber).



Pourquoi le risque cyber est-il en augmentation ?

« Les surfaces d'attaque augmentent avec la multiplication de l'utilisation des objets connectés, des capteurs ou des systèmes de vidéosurveillance qui sont connectés au système d'information. Hors, une surface d'attaque étendue présente de nombreux points de vulnérabilité. L'hybridation entre la vie privée et la vie professionnelle est également de plus en plus forte et crée des surfaces d'attaque plus importantes ».

Quelle est votre expertise dans ce domaine ?

« Basé sur le campus lillois d'Euratechnologies, le CITC pilote le programme européen EDIH (European Digital Innovation Hub) qui a vocation à accompagner les entreprises dans une meilleure appréhension des questions de cybersécurité. Le CITC sensibilise et accompagne les entreprises à chaque étape à travers des formations sur des outils dédiés, un accompagnement permettant d'évaluer leur niveau de protection à travers des audits, de pen testing, etc. Et enfin, en les aidant à trouver des sources de financement ».

Que proposez-vous aux entreprises en cas d'attaque ?

« Le CSIRT se définit quant à lui comme le centre d'assistance aux cyber victimes. Il s'adresse aux PME, ETI et aux collectivités qui ont subi ou subissent une attaque. Le numéro d'appel est le 0806 700 111. L'équipe dédiée est là pour mettre en place les procédures qui sont nécessaires pour pouvoir redémarrer les systèmes ».

Que pensez-vous de la nouvelle directive NIS 2 (Network and Information Security) ?

« Aujourd'hui, beaucoup plus d'entreprises vont être impactées par cette nouvelle directive qui est cours de transposition au niveau national. Cette nouvelle loi va imposer des audits, des mesures et des investissements pour les entreprises. Cela représente une opportunité unique. Sa mise en application va permettre à des milliers d'entreprise qui concernent le quotidien des citoyens de mieux se protéger ».

Chékib GHARBI est le Directeur Général du CITC - Centre d'Innovation des Technologies sans Contact, premier cluster dédié à l'Internet des Objets pour un Internet du Futur. Il est également Directeur Général du CSIRT Hauts-de-France (Computer Security Incident Response Team), et Coordinateur du EDIH GreenPower IT (EDIH en région Hauts-de-France).

Il est professeur associé à l'Université de Lille 1 et a monté 2 Mastères Spécialisés sur la smartCities et la Mécatronique-Robotique. Il participe de manière active à la construction de la stratégie régionale concernant l'Industrie du Futur et mène différents projets en matière de robotique collaborative dans des projets européens.

Il accompagne de nombreuses structures dans la transformation digitale des organisations et des process depuis plus de 17 ans.

Il a été en charge des Projets Publics et Innovants et de l'Incubation au sein de Technopole Lille Métropole-DigiPort et consultant au sein de différents cabinets spécialisés. Il a mené des missions auprès de nombreuses entreprises dans le secteur de l'innovation et des nouveaux marchés pour les assurances, opérateurs, ministères, industries,...

CITC

Directeur : Chékib Gharbi

172 avenue de Bretagne, 59000 LILLE

Tél. : 03 20 19 18 52

Mail : contact@citic-eurarfid.com

Site : iotcluster.fr

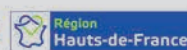
www.iotcluster.fr



Cofinancé par
l'Union européenne



MEL MÉTROPOLÉ
EUROPÉENNE DE LILLE



Pour en savoir plus
sur le EDIH,
flashez ce QR code





Olivier de Ruy, Directeur général de Cordon Group et de SBE France

SBE (CORDON GROUP) L'ENTREPRISE SAUVÉE DES EAUX...

Durement éprouvée par trois inondations successives survenues dans le Boulonnais en novembre 2023, SBE a quitté son site historique de Saint-Léonard pour s'installer sur la zone de l'Inquéterie, à Saint-Martin-Boulogne. Malgré cette épreuve qui aurait pu la faire sombrer, l'entreprise a su se relever, plus forte que jamais.

Le réparateur de matériel électronique SBE occupait depuis une quinzaine d'années un bâtiment de 12 000 m², entièrement de plain-pied, sur la zone industrielle de la Liane. Quatre mois après son rachat par le breton Cordon Group, trois vagues d'inondations en quelques jours ont mis l'entreprise à genoux, du moins temporairement. « Au pic de l'inondation, nous avons eu jusqu'à 70 centimètres d'eau sur le site, soit la hauteur d'une table de travail, inondant tout : bureaux, PC, stock de produits et de pièces détachées. Les produits électroniques ne supportant pas l'humidité, et après avoir constaté l'étendue des dégâts, nous avons décidé de trouver un site provisoire pour pouvoir redémarrer rapidement notre activité », se souvient Olivier de Ruy, Directeur général de Cordon Group et de SBE France, venu sur les lieux dès la survenue du sinistre pour soutenir les équipes sur place.

« Une course contre la montre s'est alors engagée pour pouvoir assurer la poursuite de l'activité. La première urgence a été de garantir la sécurité des personnes en limitant l'accès au site. La deuxième a été de sauver ce qui pouvait l'être. Par miracle, nos serveurs sont restés au sec malgré l'humidité. Et par chance, nous avons présenté un mois plus tôt lors d'un salon professionnel un prototype de data center mobile qui nous a été très utile pour rapatrier nos serveurs, indispensables à notre activité. Sans eux, SBE aurait sans doute mis la clé sous la porte », poursuit-il.

Des procédures renforcées.

Rapidement, SBE a dû également relever le défi de la gestion des flux. Là aussi, le temps était compté. L'entreprise réparant des téléphones et appareils électroniques pour des clients grands comptes (opérateurs de téléphonie, fabricants ou détaillants), elle travaille constamment en flux tendu. Quelques jours d'inactivité suffirent donc à entraîner l'entassement de centaines de colis chez les transporteurs. « Nous avons trouvé un site temporaire en urgence non loin de là, à Outreau. Nous y avons installé des chapiteaux chauffés pour que nos salariés puissent travailler avec un minimum de confort. Nous avons également envoyé d'autres équipes sur nos sites de Tourcoing et de Dinan. En à peine 15 jours, l'entreprise était de nouveau opérationnelle », poursuit-il en soulignant la mobilisation remarquable des salariés,

« Une épreuve comme celle que nous avons vécue nous apprend que le risque zéro n'existe pas. »

« Les salariés de SBE ont démontré un courage et une résilience exemplaires, d'autant plus que certains d'entre eux ont également vu leurs propres maisons inondées. »

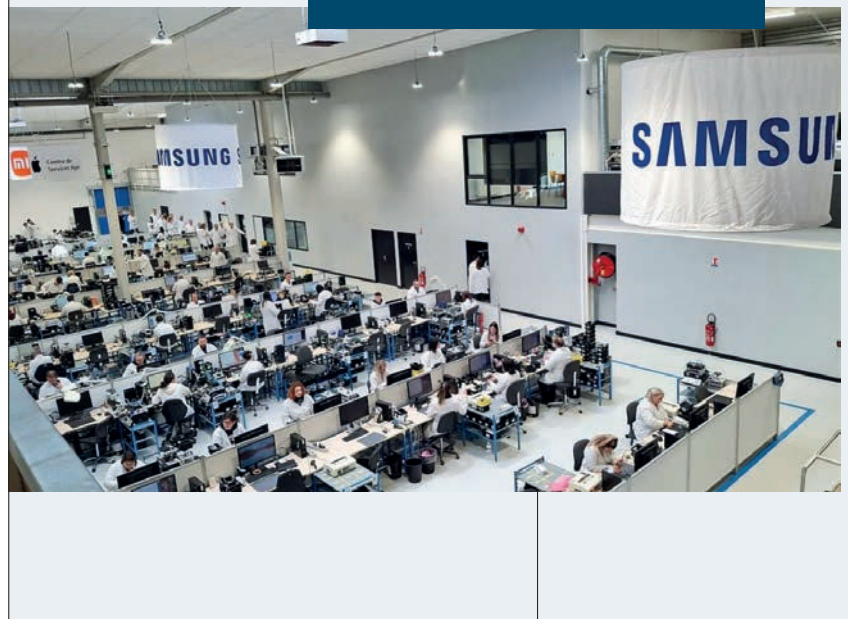
le soutien indéfectible des clients et partenaires de l'entreprise ainsi que l'implication totale des élus à ses côtés. Installée depuis 35 ans sur la zone industrielle de la Liane, dont les 15 dernières années sur le site inondé, SBE n'était pas sans savoir que ce bassin-versant du fleuve était fortement exposé aux risques naturels d'inondations. « Des procédures de surveillance du cours de la Liane ainsi qu'un protocole d'évacuation du site en cas de montée des eaux existaient déjà. Après ce sinistre, nous avons toutefois revu et amélioré l'ensemble de nos procédures sur la vingtaine de nos sites en France. Une épreuve comme celle que nous avons vécue nous apprend que le risque zéro n'existe pas et que nous devons être dans l'anticipation en ayant mis en place des plans et des scénarios plus concrets que la seule théorie », indique le directeur général.

Résilience et renaissance.

18 mois après les faits, la page est tournée. « Le sujet est clos et nous sommes résolument tournés vers l'avenir », assure Olivier de Rugy. En février 2025, l'entreprise a inauguré ses nouveaux locaux sur la zone d'activité de l'Inquétrie, à Saint-Martin-Boulogne, en présence de Serge Cordon, président et fondateur du groupe en 1989, qui a tenu à remercier chaque salarié pour son implication. « Là encore, nous avons été chanceux car nous avons trouvé, à quelques mois d'intervalle, deux bâtiments voisins dans lesquels nous nous sommes installés. Nous avons veillé à aménager les locaux pour qu'ils répondent à la fois au bien-être des salariés, à notre efficacité industrielle et à la sécurisation des flux. Certes, le nouveau site est plus petit mais il est plus moderne que l'ancien qui devenait vieillissant. Surtout, il répond aux normes RSE, offre de meilleures conditions de travail et permet une informatique résiliente », souligne le dirigeant. L'entreprise a également très bien rebondi sur le plan économique puisqu'elle affiche aujourd'hui une belle croissance grâce aux synergies créées entre Cordon Group et SBE, qui lui ont permis de gagner de nouveaux marchés et de recruter une centaine de collaborateurs sur le site boulonnais qui en compte désormais 450.

À PROPOS DE CORDON GROUP

- Date de création : 1989
- Activité : traitement et services autour des produits électroniques. Réparer, rénover, recycler sur l'ensemble du cycle de vie du produit.
- 4 000 collaborateurs dans 13 pays
- 38 sites et agences, dont une vingtaine en France
- 29 millions de produits traités
- 450 M€ de chiffres d'affaires (2023)



Olivier de Rugy salue la formidable résilience des salariés et la force du collectif devant l'adversité. « Les salariés de SBE ont démontré un courage et une résilience exemplaires, d'autant plus que certains d'entre eux ont également vu leurs propres maisons inondées. Face à la crainte de perdre leur emploi, ils se sont mobilisés et ont travaillé dans des conditions difficiles pendant près d'un an. Aujourd'hui, ils sont reconnaissants pour tout ce que nous avons accompli ensemble », souligne-t-il, ajoutant que sans le soutien du groupe, la PME boulonnaise n'aurait probablement pas survécu à cette épreuve.

GETLINK GROUP / EUROTUNNEL

L'EFFET BREXIT, REALLY ?



Didier Cazelles, Directeur général
délégué d'Eurotunnel

Dans la nuit du 31 décembre 2020 au 1^{er} janvier 2021, le Royaume-Uni quittait définitivement le marché unique et l'union douanière, marquant le retour des formalités douanières aux frontières. Pour Getlink, qui exploite le tunnel sous la Manche, l'un des principaux défis du Brexit a été de fluidifier le passage des 8 millions de voyageurs en voiture et 1,2 million de camions qui traversent annuellement à bord de ses navettes ferroviaires LeShuttle entre Coquelles et Folkestone.

En chiffres

80 %

des passagers
LeShuttle
sont des ressortissants
des pays tiers (non
membres de l'UE), dont
une grande majorité de
citoyens britanniques.

85 %

des clients
LeShuttle
effectuent leur traversée
aller depuis Folkestone.

15 %

Seuls
partent de France.

Il y a cinq ans, Getlink, la maison mère d'Eurotunnel dirigée depuis 2020 par Yann Leriche, affrontait la crise du Covid, qui avait instauré un blocus sanitaire entre la France et le Royaume-Uni. Quelques mois plus tard, le groupe franco-britannique devait relever un nouveau défi : la mise en œuvre du Brexit. Contrairement à la crise sanitaire, cette crise avait été anticipée depuis le référendum du 23 juin 2016, où 52 % des Britanniques avaient voté pour quitter l'Union européenne.

« Dès l'annonce des résultats, nous nous sommes mis au travail », se souvient John Keefe, Directeur Corporate et Affaires Publiques du Groupe. « Le Brexit a introduit des contrôles frontaliers et douaniers qui n'existaient pas auparavant. Il était crucial que le passage à la frontière reste fluide pour tous les voyageurs », poursuit-il. Eurotunnel a donc mis en place des infrastructures dédiées et des services numériques pour simplifier les formalités douanières.

Adapter les terminaux aux nouveaux contrôles frontières.

Chaque jour, 400 trains (navettes fret et passagers LeShuttle, Eurostar et fret ferroviaire) traversent le tunnel sous la Manche. L'instauration des contrôles douaniers a entraîné une baisse de 20 % du trafic sur le transmanche, certains transporteurs ayant réduit leurs échanges en raison des contrôles plus stricts. « Nous avons anticipé cette situation et voulions garder notre avantage compétitif, c'est-à-dire la rapidité de la traversée, explique Didier Cazelles, Directeur général délégué d'Eurotunnel. Dès 2019, nous avons mis en place un système de déclaration dématérialisée et organisé sur chaque terminal, un « pit stop », étape unique de vérification des documents douaniers qui minimise les temps de contrôle. Côté français, nous avons installé un centre de douanes pour les contrôles vétérinaires et phytosanitaires ». Formulaires pré-remplis, scan des immatriculations des camions permettant aux douanes de traiter les informations pendant les 35 minutes de la traversée, centres d'inspection à l'arrivée : tout a été pensé pour simplifier les nouvelles procédures liées au passage d'une frontière devenue extérieure

à l'Union européenne. La douane a également adopté des dispositifs pour fluidifier les contrôles.

Eurotunnel a lancé de son côté l'Eurotunnel Border Pass, un service permettant aux chauffeurs de poids lourds de soumettre par un simple code-barres, sans descendre de leur véhicule, leurs documents douaniers, et ce des deux côtés de la Manche. Utilisé plus d'1,5 million de fois depuis janvier 2021 par les clients Fret, ce service a amélioré la fluidité du trafic de 20 %.

« Aujourd'hui, un poids-lourd traverse la Manche aussi rapidement qu'avant le Brexit », affirme Didier Cazelles.

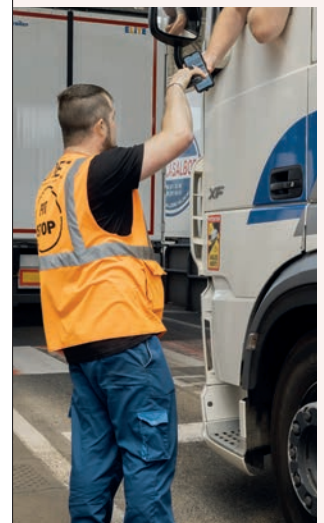
Devenir la frontière du futur.

Chez Getlink, les risques politiques et géopolitiques sont gérés avec pragmatisme. *« Les différends entre la France et le Royaume-Uni ne sont pas nouveaux. Les moments délicats que nous avons traversés depuis 30 ans nous permettent d'appréhender les difficultés avec calme »,* souligne John Keefe rappelant les divergences politiques entre François Mitterrand et Margaret Thatcher, signataires en 1986 du traité sur la construction et l'exploitation d'une liaison fixe transmanche.

Getlink mise sur l'innovation digitale, l'IA et la data pour développer de nouvelles solutions et tester leur impact sur la gestion des flux passagers et fret, par exemple en créant des jumeaux numériques. *« Nous voulons devenir un territoire d'expérimentation pour la frontière du futur »,* assure Didier Cazelles. Le groupe, coté en Bourse, présente chaque année un plan de mitigation des risques devant son conseil d'administration et réalise de nombreux exercices sur le terrain pour anticiper tout risque éventuel, en particulier le risque cyber pour lequel Getlink a fortement renforcé ses dispositifs de protection, de surveillance et de gestion de crise, tant en ressources qu'en outils et exercices.



Getlink a récemment annoncé son objectif de doubler, d'ici 10 ans, le nombre de destinations directes des trains à grande vitesse via le tunnel sous la Manche. L'accompagnement des opérateurs de la grande vitesse au Royaume-Uni et en Europe, et un partenariat avec London St Pancras High Speed signé début mars, devraient favoriser la croissance des services ferroviaires à grande vitesse entre la Grande-Bretagne et l'Europe continentale, avec l'ouverture de nouvelles destinations en Allemagne, en Suisse et en France. Le tunnel sous la Manche a investi 45 millions d'euros pour augmenter sa capacité et peut désormais faire passer jusqu'à 1000 trains par jour.



« Aujourd'hui, un poids-lourd traverse la Manche aussi rapidement qu'avant le Brexit. »

À PROPOS DE GETLINK GROUP

- Concessionnaire jusqu'en 2086, via sa marque historique Eurotunnel, de l'infrastructure du tunnel sous la Manche.
- Depuis 30 ans, Eurotunnel gère les infrastructures du tunnel sous la Manche et exploite des navettes camions et passagers LeShuttle et LeShuttle Freight entre Folkestone et Calais.
- Depuis son inauguration en 1994, près de 518 millions de personnes et plus de 106 millions de véhicules ont voyagé dans le tunnel sous la Manche.
- Outre Eurotunnel, Getlink gère trois autres filiales : Eleclink, qui exploite sous le tunnel sous la Manche une interconnexion électrique en courant continu de 1 000 MW entre la France et le Royaume-Uni ; Europorte, spécialisée dans le fret ferroviaire ; Getlink Customs Services qui propose une gamme de services douaniers à destination des transporteurs et des chargeurs pour faciliter les échanges commerciaux transmanche.
- 3 800 collaborateurs.
- 1,166 Mds d'euros de chiffres d'affaires (Eurotunnel), en 2024.

investissez dans l'avenir

**recrutez vos
apprentis
dès aujourd'hui
on vous accompagne !**

CFA de l'enseignement supérieur

 **formasup**

HDF

nous formons 15000 apprentis



**BUT
BACHELORS
LICENCES
MASTERS
INGENIEURS
GRANDES ECOLES
UNIVERSITES**



accompagnement@formasup-hdf.org

www.formasup-hdf.org

GILLES LECLERC

Administrateur à l'AGS - La Garantie des Salaires

Directeur général de l'ESH Axentia depuis 2020, Gilles Leclerc assure depuis fin 2024 un mandat d'administrateur à l'AGS, le Régime de Garantie des Salaires créé en 1974 à l'initiative des employeurs, au nom de la solidarité interprofessionnelle.



Pourquoi avoir accepté ce mandat ?

Axentia est adhérent au MEDEF Lille Métropole depuis quelques années. J'avais été sollicité à plusieurs reprises en vue d'assurer un ou des mandats et je m'étais montré enthousiaste à l'idée d'un tel engagement. En 2024, suite au départ d'un administrateur de l'AGS, le MEDEF m'a proposé de reprendre son mandat, ce que j'ai aussitôt accepté. J'ai découvert un dispositif méconnu mais très utile, en pleine mutation après des évolutions importantes suite à son autonomisation vis-à-vis de l'Unedic depuis le 1^{er} janvier 2024. J'estime également que le rôle d'un dirigeant est de s'impliquer dans des organisations interprofessionnelles. Je le fais par conviction, pour me rendre utile, apporter mon expérience et contribuer à la vie du MEDEF.

Quelles sont les missions de l'AGS ?

L'AGS est un bel outil destiné à la protection des salariés. C'est un fonds de solidarité inter-entreprises qui permet de garantir le paiement des sommes dues aux salariés (salaires, préavis, indemnités de rupture, etc.) en cas de procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire. Cette garantie est financée par une cotisation patronale obligatoire des employeurs, de 0,25% de la masse salariale. En plus de la prise en charge financière, une des plus élevée d'Europe, l'atout de l'AGS est également sa rapidité d'intervention.

Quel est votre rôle au sein de l'association ?

Je suis entré au conseil d'administration en octobre 2024 et j'ai rejoint la commission d'audit et de contrôle deux mois plus tard. Ce mandat permet d'avoir une vision sous un autre prisme de l'activité des territoires, de rencontrer des dirigeants de tous secteurs économiques et de suivre les nombreux projets de l'AGS. Créé il y a 50 ans, le dispositif AGS reste innovant et conserve toute son utilité. C'est un très bon amortisseur social et à ce titre, il mérite d'être mieux connu. Mon rôle, c'est aussi d'être l'un de ses ambassadeurs.

En savoir plus sur l'AGS :



Atlas de la représentation
des mandats en région
Hauts-de-France



IDENTITÉS COMPROMISES : LE NOUVEAU TALON D'ACHILLE DES ENTREPRISES

Vol de données, fraudes financières, paralysie d'activité... Les identités numériques sont désormais la cible prioritaire des cybercriminels. Dirigeants, maîtrisez-vous vraiment ce risque stratégique ?

Aujourd'hui, les attaques cyber ne se concentrent plus seulement sur les systèmes informatiques : elles ciblent directement les identités numériques. Comptes collaborateurs, accès administrateurs, dirigeants ou partenaires externes : toutes ces identités constituent autant de portes d'entrée vers le cœur même de votre entreprise.

Selon le Verizon Data Breach Investigations Report 2024, 82 % des cyber-incidents impliquent désormais des identités compromises. Ce chiffre illustre une réalité simple : les pirates privilégient désormais l'humain, plus vulnérable que les systèmes informatiques protégés.

En janvier 2024, une grande industrie française a subi une cyberattaque sévère débutant par le vol d'identifiants d'un sous-traitant externe. Ce simple accès a permis aux pirates de désactiver des protections critiques et de paralyser totalement la production pendant plusieurs semaines. Résultat : des millions d'euros de pertes et une réputation durablement entachée.

Les conséquences d'une identité compromise dépassent largement les frontières techniques pour toucher directement votre activité opérationnelle et financière. Selon IBM (*Cost of a Data Breach Report 2024*), **une compromission d'identité coûte en moyenne 4,45 millions d'euros par incident en Europe, notamment en pertes d'exploitation et en frais de gestion de crise.**

Par ailleurs, la fraude liée aux accès volés est en forte hausse. Récemment, une PME industrielle française a vu près de 800 000 euros

transférés frauduleusement après compromission des accès d'un dirigeant financier. Au-delà du préjudice immédiat, ce type d'incident fragilise durablement la confiance des partenaires, clients et investisseurs.

L'impact réglementaire devient également crucial. Depuis octobre 2024, la directive européenne NIS 2 oblige les entreprises à intégrer la gestion rigoureuse des identités à leurs processus internes. Les dirigeants eux-mêmes sont désormais directement responsables en cas de négligence, avec des sanctions potentiellement lourdes à la clé. Le RGPD, de son côté, peut sanctionner sévèrement toute compromission d'identité conduisant à la violation de données personnelles (jusqu'à 4 % du chiffre d'affaires annuel).

Face à ces réalités, protéger vos identités numériques n'est plus une question technique, mais une responsabilité stratégique directe pour tout dirigeant. Voici les actions prioritaires à engager immédiatement :

Clarifiez la gouvernance des accès

Déterminez précisément qui peut accéder à quelles ressources dans votre organisation, selon les rôles réels des utilisateurs. Auditez régulièrement ces accès pour supprimer tout compte obsolète ou excessif, réduisant ainsi significativement vos vulnérabilités.

Protégez en priorité les accès sensibles

Les comptes administrateurs constituent la cible numéro un des attaquants. Imposer une authentification forte (multifacteur) à ces accès sensibles permet de limiter fortement les risques liés à la fraude ou au sabotage.

Adoptez systématiquement l'authentification multifacteur (MFA)

Selon Microsoft, cette mesure simple et rapide réduit de 90 % le risque de compromission. Sa généralisation est aujourd'hui une évidence stratégique pour tout dirigeant soucieux de limiter concrètement son exposition cyber.

Sensibilisez et mobilisez vos équipes

La cybersécurité est avant tout une question humaine. Engagez des campagnes régulières de sensibilisation auprès de vos collaborateurs. Montrez l'exemple personnellement, en communiquant clairement les enjeux et bonnes pratiques de protection des identités numériques.

Ces mesures opérationnelles, pragmatiques et accessibles garantissent une réelle diminution de votre exposition aux cyber-risques, tout en renforçant directement la confiance des clients, des investisseurs et du marché.

La maîtrise des identités numériques est devenue incontournable dans toute stratégie moderne de gestion des risques. Dirigeants, ne laissez pas vos identités devenir votre talon d'Achille : **intégrer immédiatement leur protection à votre agenda stratégique est désormais une décision essentielle à la pérennité économique et à la sécurité de votre entreprise.**

www.prim-security.com



« Les conséquences d'une identité compromise dépassent largement les frontières techniques pour toucher directement votre activité opérationnelle et financière »

Guillaume LETELLIER, Cofondateur de PRIZM

COMMENT RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE AUX MENACES EN CONSTANTE ÉVOLUTION

Face à des cyberattaques toujours plus sophistiquées, PME, collectivités et grandes entreprises doivent renforcer leur cybersécurité. Adrien Fatibene, Directeur des opérations (Interim) du Campus Cyber Hauts-de-France, nous éclaire sur les enjeux et solutions pour mieux se protéger.



Adrien Fatibene
Directeur des opérations (Interim)
du Campus Cyber Hauts-de-France Lille Métropole

Aller plus loin

monaide.cyber.gouv.fr



Les cybermenaces se multiplient et évoluent rapidement, touchant aussi bien les grandes entreprises que les PME et collectivités. Face à cette réalité, il est essentiel de se prémunir et renforcer la résilience des organisations.

Quels sont les enjeux actuels en matière de cybersécurité ?

Les cyberattaques évoluent constamment, profitant des failles techniques et organisationnelles des entreprises. Ces derniers mois, plusieurs tendances préoccupantes se dégagent. Tout d'abord, les équipements de sécurité (VPN, pare-feux, ...) deviennent eux-mêmes des cibles privilégiées. Mal configurés ou non mis à jour, ces outils censés protéger les systèmes peuvent devenir des points d'entrée pour les attaquants. Ensuite, les attaques indirectes par la chaîne d'approvisionnement explosent. Un fournisseur compromis peut servir de cheval de Troie pour toucher des dizaines, voire des centaines d'entreprises. Enfin, on observe une montée en puissance des groupes structurés qui visent aussi bien l'espionnage économique que le sabotage ou l'extorsion.

Quelles sont les organisations les plus vulnérables ?

Aucune structure n'est à l'abri, mais certaines sont plus vulnérables que d'autres comme les PME et collectivités territoriales, souvent par manque de moyens et de formation. En termes de secteurs, l'industrie, la santé ou les services publics font face à des menaces accrues, notamment en raison de leur dépendance aux systèmes informatiques critiques.

Comment renforcer sa cybersécurité au quotidien ?

Réduire son exposition aux cybermenaces ne repose pas uniquement sur des outils techniques : c'est un travail de fond qui implique toute l'organisation. Au Campus Cyber Hauts-de-France Lille Métropole, 1er Campus cyber labellisé en France et opéré par EuraTechnologies, nous avons mis en place plusieurs dispositifs pour aider les entreprises et collectivités à structurer leur approche en sécurité informatique : des actions de sensibilisation, car la meilleure défense reste une équipe formée et consciente des risques, un diagnostic de cybersécurité « MonAideCyber », outil de l'ANSSI que nous déployons, permettant d'identifier les points faibles

et les axes d'amélioration, et un accompagnement sur-mesure, avec du conseil et des mises en relation avec nos experts adhérents. Par ailleurs, nous proposons des exercices de gestion de crise et des CTF avec une Cyber Range (développé par Airbus) qui permet de créer un environnement immersif où les équipes techniques peuvent s'entraîner à détecter et gérer des incidents en conditions réelles.

Pourquoi jouer collectif est devenu indispensable ?

L'échange d'informations et la mutualisation des compétences sont devenus des leviers majeurs pour limiter les risques. C'est l'enjeu du Campus Cyber Hauts-de-France Lille Métropole, qui fédère un écosystème d'experts et collabore étroitement avec le CSIRT Hauts-de-France pour apporter un soutien et améliorer la capacité de réponse aux incidents. C'est pourquoi chaque année, nous organisons le Campus Cyber Summit, un rendez-vous incontournable qui rassemble les professionnels et experts afin de partager des retours d'expérience et découvrir les dernières tendances en matière de cybersécurité.



TRANSFORMER L'ARMÉE : UNE MISSION PASSIONNANTE

Transformer le regard de l'armée sur la réserve était crucial. Autrefois vue comme secondaire, la réserve est désormais intégrée. « Le défi principal était de changer l'état d'esprit et la culture interne. Il fallait convaincre que la réserve est essentielle pour l'avenir et que nous avons tout à y gagner en recrutant des talents venus de l'extérieur ». Le Général Gardy ajoute : « Nos missions sont courtes, deux ans en général, et imposent des transformations rapides, générant parfois des doutes. Mon objectif était de rendre ces changements irréversibles, en abattant les silos et en favorisant le bien commun, pour éviter toute déconstruction une fois la mission achevée ».

GÉNÉRAL BRUNO GARDY

FAITS D'ARMES

À l'âge de 20 ans, il a intégré Saint-Cyr Coëtquidan, s'engageant à servir la France et les Français. Aujourd'hui, à 58 ans, le Général Bruno Gardy a choisi de clore sa carrière militaire à Lille, en tant qu'Officier général de la zone de défense et de sécurité Nord (OGZDS). Il nous révèle ses missions, ses engagements et ses passions.

L'enseignement ou l'armée ?

Faire carrière dans l'armée française n'était pas initialement un rêve pour Bruno Gardy. « *Ce fut une belle révélation !* », confie celui qui se rêvait plutôt professeur de maths. L'anecdote est savoureuse : « *Mon père, militaire de carrière, m'avait conseillé de présenter, en plus de mes choix initiaux, trois prépas militaires. Avec un de mes amis, nous avons suivi son conseil. Finalement, j'ai été admis à Saint-Cyr et j'ai embrassé la carrière militaire sans regret. Quant à mon camarade, il n'a tenu qu'une journée !* ».

Coëtquidan pour la vie.

Bruno Gardy se marie à Saint-Cyr alors qu'il est encore étudiant, « *avec mon amoureuse de lycée* », confie ce papa de cinq (grands) enfants et heureux grand-père de sept petits-enfants. C'est également au sein de l'académie militaire de Coëtquidan, dans le Morbihan, qu'il noue - enfin - des amitiés durables, « *ce qui n'est pas chose aisée quand on est enfant de militaire et qu'on déménage régulièrement au gré des mutations* ».

Du béret alpin au képi.

Sa formation militaire terminée, Bruno Gardy choisit l'infanterie et rejoint le 7^e Bataillon de chasseurs alpins de Bourg-Saint-Maurice, où il passe 12 ans de sa carrière opérationnelle. « *J'aimais la montagne et je ne savais pas à quel point elle allait me nourrir* », soulignant ainsi l'humilité que la montagne, comme la mer d'ailleurs, impose face aux éléments.

L'art du commandement.

Le Colonel Gardy est ensuite envoyé en opérations extérieures en ex-Yougoslavie, en Guyane, en Côte d'Ivoire et en Afghanistan. Il découvre son appétence pour le commandement, inspiré par un capitaine exemplaire qui a été aussi l'un de ses premiers professeurs. Il cite le Général de Gaulle : « *La véritable école du commandement est celle de la culture générale car elle forme l'intelligence et l'instinct* ». Pour Bruno Gardy, « *l'art du commandement, c'est de partir tous ensemble et de revenir tous ensemble, en allant à l'allure du plus faible car c'est lui qui donne le ton. On dit aujourd'hui que la société est individualiste or je constate au contraire que les jeunes que nous recrutons s'engagent fortement au service du collectif* », assure-t-il.

Son cheval de bataille : la transformation !

Sa seconde partie de sa carrière - il est nommé Général en 2019 - est marquée par des rôles moins opérationnels. Il découvre un nouveau métier lié à la transformation des organisations. À l'État-Major de l'Armée de Terre, et notamment à la direction du renseignement militaire, il se passionne pour la transformation numérique. En 2021, il est chargé de transformer le modèle de la réserve des armées, une mission qui le passionne et touche à la jeunesse (lire ci-contre).

Et la retraite ?

Bruno Gardy n'y songe pas encore ! « *La transformation me passionne, ce sera sans doute mon métier d'après* », pose-t-il. Il envisage des missions ponctuelles dans l'accompagnement au changement ou des projets avec la jeunesse. Il entend également s'adonner plus assidûment à ses passions : le ski de randonnée, le vélo et la lecture. Et se réjouit : « *J'ai un peu plus de temps pour réfléchir, structurer mes idées et préparer les conférences que je donne ici et là* ». La dernière en date s'est tenue devant des étudiants de Sciences Po Lille autour des enjeux stratégiques militaires et géopolitiques actuels. « *Transmettre est également une de mes nombreuses passions* », conclut-il.



Agence O2 Franchise Saint Omer
Julie NAPOLEONE, Gérante
 L'Agence O2 propose des services à la personne et aux entreprises, allant du ménage et de la garde d'enfants à l'entretien des bureaux.
www.o2.fr/o2-arques-46c-rue-adrien-danvers-62510



Agence RGPD Pas-de-Calais (NORD RGPD)
Dominique FERNAGUT, Dirigeant
 Accompagne les structures dans la mise en conformité autour de la protection des données (RGPD, NIS2, RIA).
agencergpd.eu/nos-agences/agence-rgpd-pas-de-calais



CABINET BATAILLE - ABEILLE ASSURANCES
Edouard LEBLOND, Agent Général
 Présent à Arras, Cambrai et Iwuy, le Cabinet Bataille s'engage à offrir un service réactif, personnalisé et de proximité, garantissant la protection optimale des biens et de l'avenir de ses clients.
agences.abeille-assurances.fr/arras

CDI INVEST
Christophe BONNE, Dirigeant
 Spécialisée dans l'immobilier et la promotion immobilière, CDI INVEST met un point d'honneur à offrir des services de haute qualité, alliant innovation, durabilité et satisfaction client.



DARE DONE, EURL IMCCO
Florent LECLER, Gérant
 Accompagner la réussite des dirigeants et dirigeantes de PME, par l'action, en leur apportant les outils et les connaissances qui leur permettent de s'adapter et d'innover dans un environnement complexe et incertain. Cession / Transmission / Développement commercial / Rupture stratégique
www.dare-done.com



GIFT FOR THE PLANET
Jules SALVIGNOL, Co-fondateur et Gérant
 Gift for the planet donne une seconde vie aux matériaux issus des secteurs de l'événementiel, de la logistique et du BTP en les redistribuant à des associations et porteurs de projets engagés. Chaque action s'accompagne d'un bilan carbone pour mesurer son impact environnemental.
www.giftfortheplanet.fr



HIKARHI
Karine HIBON, Dirigeante
 Expertise en capital humain - conseil en développement RH - Management de transition - RH à temps partagé.
www.hikarhi.com



Le Bistro du Port
Planque KARINE, Gérante
 Restaurant avec vue panoramique sur le Détroit du Pas de Calais. Repas familiaux, déjeuners d'affaires, séminaires. Traiteur, plateaux repas, livraison.
lebistroduport.fr



Pascaline Lesueur coaching
Lesueur PASCALINE
 Coaching bien-être au travail pour cadres et dirigeants : accompagnement individuel (management, santé mentale, prévention du burn-out), bilan de compétences et formations collectives (management bienveillant, gestion du stress, communication, leadership).
pascalinelesueurcoaching.fr



PERFORMANCE PRO
Eugénie DUTHILLEUL, Dirigeante
 PF accompagne les entreprises et les professionnels à travers des formations en management, du conseil RH, du coaching et du co-développement pour renforcer les compétences et la cohésion d'équipe. L'organisme propose également des formations et un accompagnement dédié à l'usage de l'IA.
www.performance-pro.fr



SAMEN
Caroline BABOILLARD, Présidente
 Agence d'emploi intérim et placement CDD/CDI, certifiée MASE et CEFRI, accompagne les entreprises, y compris en milieu nucléaire.
www.samen.fr



SANICAP
Patrick VOITURIEZ, Président
 Plomberie, Sanitaire, Chauffage, Ventilation, Energies renouvelables et Electricité pour particuliers, bailleurs sociaux, bâtiment tertiaire et industrie.
www.sanicap.fr



V2R Ingénierie et Environnement
Christian LEROY, Directeur Général
 V2R, membre du groupe I2D, accompagne collectivités, administrations et industriels dans l'adaptation au changement climatique à travers l'aménagement urbain, la gestion de l'eau, les mobilités, l'énergie et les déchets.
www.v2r.fr

CONTACTS

MEDEF Lille Métropole
 Sandra AYALA - 07 77 26 67 03

MEDEF Douaisis
 Sébastien BASILE - 06 20 61 26 66

MEDEF Sambre Avesnois
 Fanny DEVILLE - 03 27 66 49 29

MEDEF Flandre Audomarois
 Aude DUTILLY - 06 07 14 88 73

MEDEF Artois
 Mickaël LEFEBVRE - 03 21 71 32 25

MEDEF Côte d'Opale
 Franck HELIAS - 06 64 05 45 46

Catastrophe naturelle
Cybersécurité
Assurances-finances
Risque géopolitique



L'Université de Lille
vous accompagne dans
la prévention et
la gestion de vos risques.

- **Formation
de vos collaborateurs**
- **Recrutement
de nouveaux talents**
- **Recherche
et développement**

www.lilagora.fr



lilagora
Le réseau professionnel
de l'Université de Lille

**Université
de Lille**



IMT Nord Europe
École Mines-Télécom
IMT-Université de Lille



L'IA au service de vos résultats : formez vous pour performer

Envie d'une qualification professionnelle en management de projets IA ?

Certification Manager de projets IA

Formation hybride 200h

Compatible avec une activité professionnelle

Titre RNCP niveau 7 (bac+5)



Prochaine session mardi 7 octobre 2025

Devenez l'ingénieur en cybersécurité dont le monde numérique a besoin

Dans un monde de plus en plus interconnecté, la cybersécurité est devenue un enjeu stratégique majeur pour les entreprises, les institutions et les États.

Le Mastère Spécialisé® en Ingénierie de la Cybersécurité

forme des experts capables de concevoir, déployer et piloter des architectures de sécurité robustes, à la hauteur des menaces actuelles et futures.

Formation d'un an dont 6 mois de stage

Diplôme bac+6 délivré par la CGE

Demande de RNCP en cours

Prochaine rentrée
mercredi 3 septembre 2025



#IMTtomorrow
#IMTNordEurope

www.imt-nord-europe.fr





Besoin d'un focus particulier sur l'IA ou d'une formation personnalisée ?

Les formations courtes et « sur mesure » :

- Automatisation et IA : booster l'efficacité de votre entreprise
- L'IA générative : opportunités et usages en entreprise
- Chatbots et assistants virtuels : améliorer la relation client avec l'IA
- Marketing et IA : personnalisation et optimisation des campagnes
- IA et Data Analytics : exploitez vos données pour mieux décider
- Éthique et IA : intégrer une approche responsable dans l'entreprise
- Cybersécurité et IA : anticiper et contrer les menaces numériques



Informations et inscription :
contact.exed@imt-nord-europe.fr
+33 6 01 91 77 05

SG fait grandir votre entreprise à chaque moment clé

Le dispositif SG Entrepreneurs accompagne les dirigeants dans les moments clés du développement de leur entreprise et de leur patrimoine. Ancrés dans les écosystèmes locaux, plus de 500 experts en banque d'investissement, Banque Privée et stratégie immobilière leur sont dédiés dans le cadre d'un dialogue stratégique.

SG



CREDIT
DU NORD

Rendez-vous sur entreprises.sg.fr/sg-entrepreneurs

Société Générale, SA au capital de 1 000 395 971,25 EUR - 552 120 222 RCS Paris - Siège social : 29 boulevard Haussmann, 75009 Paris - Intermédiaire en assurances, dûment enregistré à l'Orias sous le n°07022493 - www.orias.fr - SG est une marque de Société Générale - Crédit photo : Getty Images - Mars 2025.